

CHAIRE DE DYNAMIQUE SOCIALE (C.D.S)

# MOUVEMENTS & ENJEUX SOCIAUX

Revue Internationale  
des Dynamiques Sociales



M.E.S., n°159  
Juillet -Août 2026



## SOMMAIRE

- Jean-Louis Kayembe wa Kayembe, *De l'énigme de l'abondance instable au régime de dépendance externe : une refondation de la théorie de la demande de réserves pour les économies extractivistes en situation de dollarisation extrême* .....1
- Guy Didier Kintambu Kibanimba Sima, *L'entrepreneuriat comme outil de réduction de la pauvreté en République Démocratique du Congo : analyse transversale des entrepreneurs de Kinshasa* .....20
- Brigitte Anibiloni Sungufue, *Impact économique et géopolitique de la suspension des exportations de cobalt de la RD Congo : mécanismes d'ajustement du marché et des stratégies nationales* .....26
- Arjule-Berius Emongami Mpoyi, *Vérification de l'effet d'Olivera-Tanzi : le cas de la République Démocratique du Congo de 2002 à 2025* .....34
- Gilbert Ngandu Kayembe, *Digitalisation du processus d'octroi de crédit et optimisation de l'expérience client : analyse comparative de Rawbank et EquityBCDC en République Démocratique du Congo* .....42
- Esdras Auga Eleka, Augustin Cilengi Kandolo, *La stabilisation monétaire en RD Congo : personnalité des décideurs et chances de succès* .....50
- Jean Ngandu Kabeya, *Contribution économique et budgétaire des entreprises publiques en République Démocratique du Congo* .....59
- Daudet Ngouanyange Ndjondo, *Règles budgétaires et évolution de l'inflation en République Démocratique du Congo de 2002 à 2025* .....67
- Chancelier Muyene Nestor, Gédéon Miassa, Beni Masisa Nzuzi, *Gouvernance et management des structures de la recherche scientifique en RD Congo : enjeux et perspectives* .....76
- Michel Kabangi Kisopa, *Inclusion financière et développement socio-économique en République Démocratique du Congo : dynamiques de numérisation, contraintes structurelles et enjeux d'une inclusion productive (2000–2024)* .....83
- Nathan Nathanael Abraham, *Évolution de la pression fiscale en République Démocratique du Congo de 2010 à 2024* .....92
- Michael Ngiengi Nzim, Junior Bukasa Mokomba et Jean-Marc Botuli Banga, *Asymétrie de la gestion des dépenses publiques et instabilité de la balance courante en République Démocratique du Congo : le verdict d'un modèle NARDL structurel (1970–2022)* .....99
- Sephora Mala Kabuya, *Ressources internes et financement des dépenses publiques d'investissement en République Démocratique du Congo : une évaluation de la capacité d'autofinancement de l'État de 2014 à 2024* .....106
- Berdi Mola Nondi, *Pressions spéculatives et crises de change en République Démocratique du Congo : une analyse descriptive par l'indice de pression sur le marché de change (2006–2024)* .....113
- Cathy Elambo Ekole, *Multi-appartenance de la République Démocratique du Congo aux communautés économiques régionales et convergence économique : impact sur la croissance économique nationale* .....120
- Gerard Kaja Kambowa, *Fiscalité et dynamique de croissance endogène en République Démocratique du Congo : une analyse macroéconomique (2002–2024)* .....126
- Manassé Ngadi Muanda, *Analyse du marché des crédits carbone en République Démocratique du Congo : opportunités et défis pour la transition écologique* .....131
- Plamedi Ndongala Nzemba, *Politique monétaire, inflation et développement socio-économique en République Démocratique du Congo : analyse de l'efficacité des instruments conventionnels de la Banque centrale du Congo de 2000 à 2025* .....139

|                                                                                                                                                                                                                                         |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| – Jocelyn Djamano Ngandombelo, Arbitrage croissance-environnement et défaillances institutionnelles dans le secteur forestier congolais : une analyse causale par modèles à cointégration (1980–2022) .....                             | 147 |
| – Joseph Mbuyu Numbi, La reclassification des substances minérales stratégiques et son impact sur les recettes minières depuis 2018 .....                                                                                               | 154 |
| – Gabriel Mboyo Ilelanya, Cartographie des flux dans les secteurs clés (ressources naturelles) : enjeux, traçabilité et gouvernance .....                                                                                               | 160 |
| – Chadrack Munanga Mwiki, Les mécanismes d'incitation fiscale comme leviers de formalisation des entreprises informelles en République Démocratique du Congo : défis, limites et perspectives .....                                     | 167 |
| – Salomon Ngondo Ngal, L'épargne face à l'épreuve de la bancarisation de la paie des agents de l'État : analyse critique et cas pratiques en Afrique .....                                                                              | 178 |
| – Elie-Roger Opango Lufungula, Ouverture commerciale, gouvernance économique et croissance économique en République Démocratique du Congo : analyse descriptive de la période 2000–2024 .....                                           | 184 |
| – Daniel Furaha Uma, Incidence de la gouvernance forestière sur la pauvreté des ménages dans le territoire de Mambasa .....                                                                                                             | 193 |
| – Imuine Musenga Sekula, Incidence de la gouvernance interne sur la rentabilité des PME à Kinshasa ...                                                                                                                                  | 202 |
| – Matiti Ndziam Logos, Évolution, structure et soutenabilité de la dette publique en République Démocratique du Congo : analyse de la période 2020–2024 .....                                                                           | 211 |
| – Constantin Mbengele Kweteb Thamuk, La gestion des conflits organisationnels dans les administrations publiques en République Démocratique du Congo : cas du Ministère de la Fonction publique .....                                   | 221 |
| – Moise Djamba Okito, Dynamique de l'épargne publique en République Démocratique du Congo : analyse de la causalité entre les dépenses et les recettes courantes .....                                                                  | 227 |
| – Yann Djoli Esenga, Gouvernance minière et efficacité environnementale en République Démocratique du Congo : une analyse économétrique des impacts écologiques du Code minier .....                                                    | 235 |
| – Adrickson Mbuyi Mbala, Ouverture commerciale et niveau de vie en République Démocratique du Congo : une analyse par le modèle ARDL sur la période 1994–2024 .....                                                                     | 242 |
| – Jean-Louis Kayembe wa Kayembe, De l'intervention à l'instabilité : le paradoxe des réserves de change en contexte de dollarisation extrême. Une analyse EGARCH de la politique monétaire congolaise (2015-2025) .....                 | 249 |
| – Gédéon Miassa, Héraclès Kabwasa, Chancelier Muyene Nestor, Communication interne comme outil stratégique de performance organisationnelle des PME de Kinshasa : une analyse quantitative .....                                        | 264 |
| – Fiston Kikuni Mulakilwa, Volatilité du taux de change et inflation en République Démocratique du Congo de 2000 à 2023 : une analyse empirique .....                                                                                   | 272 |
| – David Mavuma et Christ Kahambwe, Restriction des transactions de devises en espèce et effet potentiel sur le pouvoir d'achat des ménages : cas de la République Démocratique du Congo .....                                           | 280 |
| – Gildas Mbungu Muanda, Adoption des technologies mobiles (Mobile Money et réseaux sociaux), rôle médiateur de la confiance numérique et performance commerciale perçue des PME à Kinshasa : une application du modèle TAM étendu ..... | 292 |
| – Jacques Bosonko Malonga, Style managérial, perception des employés et performance globale : cas de la REGIDESO et de la SNEL .....                                                                                                    | 298 |
| – Yoshi Lelo Issa, La gestion du changement organisationnel face à la digitalisation des services administratifs aux Cliniques universitaires de Kinshasa .....                                                                         | 303 |
| – Jacob Makanzu Nkawa, Évaluation de l'effet de la rémunération sur la motivation des salariés des entreprises publiques du secteur de l'énergie en République Démocratique du Congo : cas de la SNEL SA et de la REGIDESO SA .....     | 309 |
| – Serge Kayila Mutombe, La légitimité des PME en environnement hostile via la responsabilité sociale des entreprises .....                                                                                                              | 316 |
| – Norbert Mukadi Mbuyi, Intégration des pratiques de responsabilité sociétale dans les PME de la ville de Kinshasa : entre contraintes opérationnelles et opportunités stratégiques .....                                               | 324 |
| – Asnath Mujinga Mwamba, Fiscalité des zones économiques spéciales et attractivité des investissements directs étrangers en République Démocratique du Congo : une analyse coût-bénéfice .....                                          | 334 |

|                                                                                                                                                                                                                                    |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| – Prince Tshimbela Kadiata, <i>Mécanismes de contrôle de la sous-traitance et résilience organisationnelle en période de crise : une étude comparative entre le CGEA/CREN-K et les Cliniques universitaires de Kinshasa</i> .....  | 340 |
| – Jonathan Salumu Akili-Mali, <i>Sécurité et attractivité des investissements directs étrangers dans la Communauté d'Afrique de l'Est : évidence empirique à partir d'un modèle Panel VAR</i> .....                                | 347 |
| – Héraclès Kabwasa, Gédéon Miassa, Chancelier Muyene Nestor, <i>Productivité des dépenses publiques et croissance économique en République Démocratique du Congo</i> .....                                                         | 355 |
| – Fidèle Kiyanze Mazela, <i>L'impact de la gouvernance et du management du changement sur la performance du système d'enregistrement des enfants à l'état civil au Kwilu de 2015 à 2025</i> .....                                  | 363 |
| – Daddy Efambeka Moyengelo, <i>Gouvernance comptable et inclusion financière : incidences de l'audit sur l'accès au crédit des entreprises en RD Congo</i> .....                                                                   | 369 |
| – William Feruzi Misenga, <i>Gestion de la politique des prix pendant la crise sanitaire en République Démocratique du Congo : le cas de la pandémie du COVID-19</i> .....                                                         | 375 |
| – Mukeba Meta Mireila, <i>Les déterminants de la compétitivité des PME congolaises dans le développement des marchés étrangers dans le secteur agroalimentaire</i> .....                                                           | 382 |
| – Jonathan Salumu Akili-Mali et Christian Ntikala Koko, <i>Taux d'intérêt réel de la dette publique extérieure et croissance économique en République Démocratique du Congo : évidence empirique de la période 2002-2025</i> ..... | 387 |
| – Joël Bunduki Kambulu, <i>Analyse de l'impact du contrat de performance sur le rendement des agents des régions financières en République Démocratique du Congo</i> .....                                                         | 394 |
| – Joseph Tshabunda, <i>Réformes de la comptabilité publique et gouvernance financière en République Démocratique du Congo : une analyse de l'équité dans l'allocation des ressources publiques (2004-2023)</i> ...                 | 401 |

# FISCALITE ET DYNAMIQUE DE CROISSANCE ENDOGENE EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO : une analyse macroéconomique (2002-2024)

par

**Gerard KAJA KAMBOWA**Apprenant en Sciences Économiques, Faculté des Sciences Économiques et de Gestion,  
Université de Kinshasa**Résumé**

Cette étude analyse le lien entre la mobilisation des recettes fiscales et la croissance endogène en République Démocratique du Congo (RDC) de 2002 à 2024. S'appuyant sur les cadres théoriques de la croissance endogène et de la stabilité macroéconomique, elle évalue si la pression fiscale stimule le développement économique ou constitue une contrainte. L'analyse, basée sur les données de la Banque Centrale du Congo (BCC), révèle une corrélation positive entre l'effort fiscal et la croissance du PIB. Cependant, cette relation est fragile face aux chocs monétaires et à la forte volatilité du taux de change. Les résultats montrent que la croissance congolaise reste fortement dépendante de l'extraversion économique, limitant la capacité de l'État à investir durablement les recettes fiscales. L'étude souligne également que l'économie informelle et la dépendance aux cycles des matières premières freinent l'émergence d'une croissance endogène solide. En conclusion, l'étude préconise des réformes structurelles visant à simplifier le système fiscal, réduire l'informalité et stabiliser le cadre monétaire, conditions essentielles pour faire de l'impôt un véritable levier de croissance inclusive.

**Mots-clés :** pression fiscale, croissance endogène, PIB, volatilité monétaire, RDC, Banque Centrale du Congo.

**Abstract**

This paper delves into the intricate relationship between tax mobilization and endogenous growth dynamics in the Democratic Republic of the Congo (DRC) from 2002 to 2024. By drawing upon endogenous growth theory and macroeconomic stability frameworks, the research aims to determine whether tax pressure serves as a catalyst for economic development or acts as a constraint. Utilizing data from the Central Bank of Congo (BCC), the analysis reveals a positive correlation between tax effort and GDP growth. However, this relationship is highly susceptible to monetary shocks and exchange rate volatility. The findings underscore that Congolese growth heavily relies on economic externalization, which restricts the state's ability to convert tax revenues into long-term productive investments. The study further highlights the prevalence of the informal economy and dependence on global commodity cycles as significant obstacles to the emergence of robust endogenous growth. In conclusion, the paper recommends structural reforms centered around simplifying the tax system, reducing informality, and stabilizing the monetary framework. These essential conditions are crucial for harnessing taxation as a genuine engine for inclusive growth in the DRC.

**Keywords:** Tax pressure, Endogenous growth, GDP, Monetary volatility, DRC, Central Bank of Congo.

**INTRODUCTION**

En République Démocratique du Congo (RDC), le financement de la croissance économique est un sujet brûlant. L'économie nationale étant fortement dépendante de ses ressources extractives, la théorie de la croissance endogène propose que le progrès économique durable repose sur l'accumulation de capital technique et humain, encouragée par des politiques publiques adaptées. Dans ce contexte, la fiscalité n'est plus seulement un outil pour remplir les coffres de l'État, mais un levier stratégique pour orienter les investissements vers des secteurs productifs.

Pourtant, la situation en RDC est paradoxale : malgré une pression fiscale en constante augmentation ces deux dernières décennies, la croissance reste instable et peu diversifiée. Cette situation pose une question cruciale : l'efficacité du système fiscal actuel est-elle réelle ? Influence-t-il réellement la dynamique de croissance endogène en RDC ? Est-il un moteur du développement ou une contrainte pour l'initiative privée ?

Cette étude analyse le lien entre les recettes fiscales et la croissance économique sur la période 2002-2024. En nous appuyant sur les données macroéconomiques récentes, nous examinons les corrélations entre la pression fiscale et les performances du PIB. Nous postulons que la stabilité du cadre fiscal et la capacité de l'État à réinvestir les recettes dans des secteurs à forte valeur ajoutée sont des facteurs clés de la croissance à long terme, au-delà du niveau des taux d'imposition.

La présente étude est structurée en deux parties principales, précédées d'une introduction et suivies d'une conclusion. La première partie présente notre méthodologie, tandis que la seconde propose une analyse descriptive et une discussion des tendances fiscales et économiques observées.

I. DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

Cette étude adopte une approche quantitative fondée sur l’analyse de séries temporelles, exploitant les données macroéconomiques secondaires de la Banque Centrale du Congo (BCC) couvrant la période 2002-2024. La rigueur de notre analyse s’articule autour de trois axes complémentaires.

Dans un premier temps, nous avons constitué une base de données annuelle incluant les indicateurs de pression fiscale, de croissance du PIB, d’inflation, de masse monétaire et de taux de change.

Dans un second temps, nous procédons à une analyse descriptive en calculant les indicateurs de tendance centrale et de dispersion afin de caractériser la volatilité des variables et d’identifier les ruptures structurelles de l’économie congolaise.

Enfin, nous mobilisons des coefficients de corrélation de rang de Spearman pour évaluer les interdépendances entre la mobilisation fiscale et la dynamique de croissance, tout en neutralisant l’impact des variables de contrôle monétaires que sont l’inflation et la volatilité du change.

II. PRESENTATION DES RESULTATS

2.1. Statistiques descriptives des variables macroéconomiques

Le tableau ci-dessous synthétise les moments statistiques des variables clés de l’économie congolaise sur la période 2002-2024. Ces données, extraites des archives statistiques de la Banque Centrale du Congo (BCC), illustrent les dynamiques de croissance et la gestion des finances publiques.

Tableau I. Statistiques descriptives des variables macroéconomiques (2002-2024)

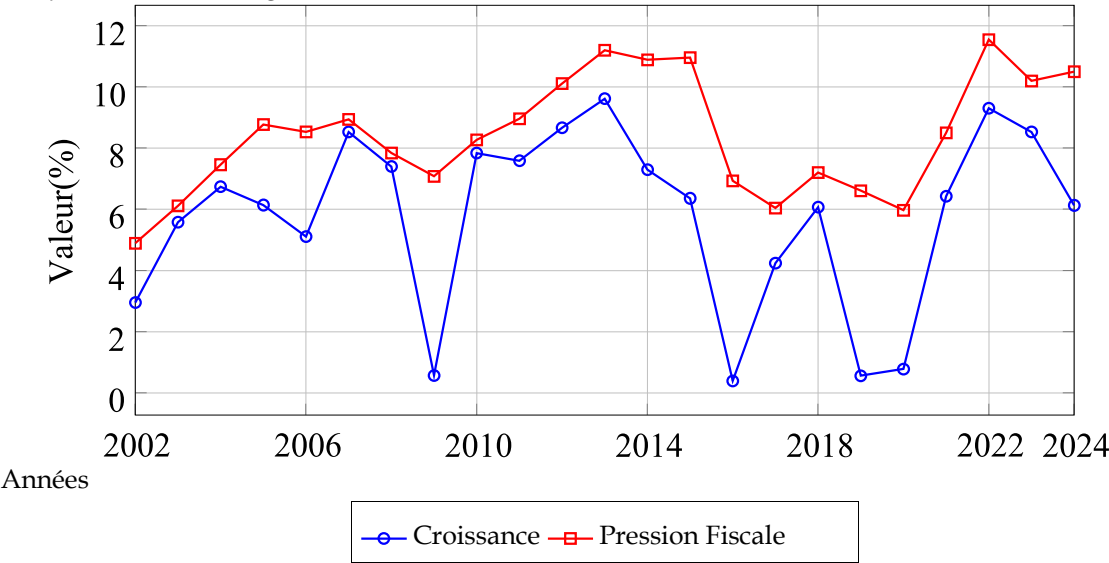
| Variable         | Obs | Moyenne | Écart-type | Min    | Max     |
|------------------|-----|---------|------------|--------|---------|
| Croissance (%)   | 23  | 5,74    | 2,93       | 0,39   | 9,62    |
| Inflation (%)    | 23  | 15,31   | 12,65      | 0,81   | 53,40   |
| Taux de Change   | 23  | 1195,50 | 731,98     | 372,51 | 2686,67 |
| Pression Fiscale | 23  | 8,26    | 1,75       | 4,89   | 11,55   |
| Taux Directeur   | 22  | 16,92   | 14,97      | 2,00   | 70,00   |

Source : Calculs effectués à partir des données de la Banque Centrale du Congo (BCC).

L’analyse des données de la Banque Centrale du Congo révèle des déséquilibres structurels persistants. Le taux de croissance moyen de 5,74 % masque une forte instabilité cyclique, avec des creux extrêmes (ex: 0,39 % en 2016) contrastant avec des phases de forte expansion (ex: 9,62 % en 2013). Cette volatilité est intrinsèquement liée aux cycles de cours des matières premières.

La pression fiscale, avec une moyenne de 8,26 %, demeure insuffisante pour assurer une croissance endogène robuste, malgré une tendance à la hausse atteignant un maximum de 11,55 % en 2022. Parallèlement, la forte volatilité du taux de change (écart-type de 731,98) et les pressions inflationnistes indiquent une vulnérabilité chronique aux chocs externes et monétaires, forçant la BCC à des ajustements agressifs du taux directeur (allant de 2 % à 70 % sur la période).

Figure 1 – Dynamiques croisées de la croissance et de la fiscalité (2002-2024) Source : Données de la Banque Centrale du Congo (BCC).



Le graphique ci-dessus illustre une divergence majeure : alors que la pression fiscale a globalement progressé pour tenter de capter la richesse nationale, elle reste freinée par les épisodes de chocs inflationnistes et de dépréciation monétaire. La gestion monétaire, marquée par des pics de taux directeurs élevés, témoigne d'une volonté de stabiliser les prix au détriment de l'investissement privé. Ces observations confortent la thèse selon laquelle la croissance endogène en RDC reste contrainte par une fiscalité qui, bien qu'en transition vers une meilleure mobilisation, peine encore à transformer efficacement la croissance du PIB en une base stable pour le financement des infrastructures et du capital humain.

## 2.2. Analyse des Liaisons

Pour comprendre les mécanismes de transmission entre la mobilisation des recettes fiscales et la dynamique économique en RDC, nous examinons les interdépendances entre les variables. L'analyse des corrélations de rang de Spearman permet de mettre en lumière les forces des liens statistiques tout en s'affranchissant des contraintes de normalité des séries temporelles issues des données de la Banque Centrale du Congo (BCC).

**Tableau II. Matrice de corrélation de Spearman (2002-2024)**

| Variables               | Pression Fiscale | Croissance | Inflation | Taux de Change | Taux Directeur |
|-------------------------|------------------|------------|-----------|----------------|----------------|
| <b>Pression Fiscale</b> | 1,000            |            |           |                |                |
| <b>Croissance</b>       | 0,482*           | 1,000      |           |                |                |
| <b>Inflation</b>        | -0,314           | -0,128     | 1,000     |                |                |
| <b>Taux de Change</b>   | 0,685*           | 0,382*     | 0,457*    | 1,000          |                |
| <b>Taux Directeur</b>   | 0,154            | -0,285     | 0,612*    | 0,229          | 1,000          |

\* Indique une corrélation significative au seuil de 5 %. Source : Nos calculs basés sur les données de la BCC.

L'analyse de nos données met en lumière trois constats principaux. Premièrement, nous avons observé un lien positif et significatif entre le niveau de la pression fiscale et la croissance économique pour la période allant de 2002 à 2024. Cela suggère que durant ces deux décennies, les efforts de l'État pour collecter des recettes ont accompagné les phases de développement. Une fiscalité mieux organisée a ainsi pu servir de levier pour financer des activités productives, soutenant concrètement la croissance.

Deuxièmement, la forte relation entre la pression fiscale et le taux de change confirme que l'économie congolaise dépend toujours fortement de l'extérieur. Comme une grande partie des recettes de l'État provient des exportations minières, la baisse de la valeur du franc congolais augmente mécaniquement le montant des taxes collectées en monnaie locale. Toutefois, cette hausse ne signifie pas forcément que l'administration fiscale est devenue plus efficace, elle reflète surtout cette dépendance aux ressources extractives.

Troisièmement, le lien entre la pression fiscale et l'inflation s'avère être faible et statistiquement peu important. Cela montre que, contrairement aux crises passées, les mesures prises par la Banque Centrale du Congo ont réussi à limiter les dégâts de l'inflation sur les recettes de l'État. Même si l'inflation reste un danger potentiel, elle ne grignote plus aussi violemment la valeur réelle des impôts qu'auparavant.

En résumé, si la croissance en RDC reste vulnérable aux variations monétaires, nous constatons que la collecte d'impôts commence à suivre plus régulièrement le rythme de la croissance économique réelle. C'est un signe encourageant montrant que le secteur formel de l'économie est un peu mieux intégré dans le système fiscal.

## III. DISCUSSION DES RÉSULTATS

L'examen des données macroéconomiques recueillies auprès de la Banque Centrale du Congo nous permet de poser un diagnostic sur la dynamique fiscale en RDC. Nos résultats mettent en évidence une relation asymétrique entre l'effort de collecte et la création de richesse réelle, confirmant que le système fiscal congolais demeure sous l'influence de variables monétaires exogènes.

En premier lieu, la corrélation positive observée entre la pression fiscale et la croissance suggère que l'État capte une partie des fruits de l'expansion économique, notamment lors des cycles haussiers des matières premières. Cependant, le caractère significatif de cette relation ne doit pas occulter la volatilité induite par le taux de change. La dépendance étroite entre la valeur de la monnaie nationale et le niveau des recettes collectées confirme que la fiscalité congolaise est intrinsèquement liée à son extraversion

économique. Contrairement aux modèles de croissance endogène où l'impôt finance l'accumulation de capital technique, une part substantielle de la fiscalité en RDC semble agir comme un mécanisme de prélèvement sur la rente minière plutôt que sur une production industrielle diversifiée.

Ensuite, la persistance d'une corrélation entre les ajustements du taux directeur et les agrégats macroéconomiques indique que la politique monétaire agit comme une variable de bouclage de l'économie. Lorsque les pressions inflationnistes s'intensifient, l'arbitrage de la Banque Centrale — via le durcissement du taux directeur — freine l'investissement privé, ce qui, par ricochet, limite l'élargissement de l'assiette fiscale. Ce phénomène explique pourquoi la croissance, bien que réelle par moments, ne se traduit pas par une progression linéaire et soutenue des recettes publiques.

Enfin, la faiblesse des corrélations entre les indicateurs de croissance et les variables de stabilité souligne que le développement de l'économie congolaise reste largement déconnecté de sa structure de mobilisation interne. L'essentiel de la valeur ajoutée créée semble échapper au cadre formel, se réfugiant dans le secteur informel ou étant directement absorbé par les circuits d'exportation. Cette structure confirme l'hypothèse d'une croissance "exogène", où la fiscalité n'a pas encore atteint le seuil de maturité requis pour influencer durablement les processus productifs internes.

## CONCLUSION

Cette étude s'est attachée à mettre en lumière les ressorts de la fiscalité congolaise et son interaction avec la dynamique de croissance sur la période 2002-2024. En observant les trajectoires de la pression fiscale au regard des fluctuations monétaires et de l'activité économique, nous avons cherché à déterminer si les leviers fiscaux sont effectivement au service d'une croissance endogène.

Trois constats majeurs ressortent de notre analyse :

- la corrélation positive entre la pression fiscale et la croissance témoigne d'une capacité réelle de l'État à capter la richesse lors des phases d'expansion. Toutefois, cette mobilisation demeure trop sensible aux cycles des matières premières, ce qui fragilise la prévisibilité des recettes budgétaires ;
- la stabilité monétaire, bien qu'essentielle, n'est pas le seul déterminant de la performance fiscale. L'instabilité du taux de change et les chocs inflationnistes créent un environnement d'incertitude qui décourage la formalisation des agents économiques, limitant ainsi l'assiette fiscale à un périmètre restreint ;
- la croissance du PIB, telle qu'observée, ne génère pas de manière automatique une augmentation proportionnelle de l'effort fiscal. Ce paradoxe révèle l'importance cruciale du secteur informel et la nécessité d'une réforme profonde des mécanismes de prélèvement.

Au terme de nos travaux, il apparaît que la transformation du système fiscal congolais est une condition impérative pour sortir de la dépendance aux cours mondiaux. La RDC ne pourra transformer sa croissance en développement durable que par une fiscalité qui encourage l'investissement productif et non uniquement la captation de la rente. Une modernisation centrée sur la simplification des procédures, l'élargissement de l'assiette vers les activités informelles et la stabilité du cadre monétaire permettra à l'État de disposer des moyens nécessaires pour financer, sur fonds propres, les infrastructures et le capital humain indispensables à une véritable croissance endogène.

## BIBLIOGRAPHIE

- Barro, R. J. (1990). Government spending in a simple model of endogenous growth. *Journal of Political Economy*, 98(5), S103-S125.
- Bokasola, Y., Ngwakoyo, E. J., Sahgal, G., & van den Boogaard, V. (2025). *Informality, tax, and markets in Kinshasa: everyday realities and resistance* (ICTD Working Paper No. 224). Institute of Development Studies.
- Dermechi, F., & Zakane, A. (2024). Inflation, inflationary tax and tax evasion in Algeria: an empirical analysis of underlying causal interactions. *Acta Economica*, 22(40), 119-142.
- Dikongo Okitala, G. (2025). La dématérialisation fiscale à l'épreuve de la fracture numérique en RDC. *Revue Internationale de la Recherche Scientifique (Revue-IRS)*, 3(6).
- Feldstein, M. (1980). Inflation, tax rules, and investment: some econometric evidence. *Econometrica*, 48(5), 1253-1282.
- Friedman, M. (1971). Government revenue from inflation. *Journal of Political Economy*, 79(4), 846-856.
- Kahindo, F. (2024). *Politique fiscale en RDC* (MPRA Paper No. 122245) (Université catholique de Bukavu). Munich Personal RePEc Archive.
- Laffer, A. B. (1978). *The Laffer curve: past, present, and future* (tech. rep.). The Heritage Foundation.

- Lueni Ndale Mibula, I. (2020). Dynamique de l'inflation et incertitudes macro-économiques en République Démocratique du Congo : une modélisation par le modèle VAR. *IJRDO - Journal of Business Management*, 6(7).
- Mirrlees, J. A. (1971). An exploration in the theory of optimum income taxation. *Review of Economic Studies*, 38(2), 175–208.
- Tanzi, V. (1977). Inflation, lags in collection, and the real value of tax revenue. *IMF Staff Papers*, 24(1), 154–167.
- Umba Di Mamona, A., Tete Sula, L., Peta Mangombo, M., Batamba Balembu, A., Nsiesila Manzanza, Y., & Pierrot-gomez, L. (2022). Analyse des effets de la fiscalité congolaise sur l'activité économique réelle. *Revue des Études Multidisciplinaires en Sciences Économiques et Sociales (REMSES)*, 7(1).
- Weigel, J. L. (2020). *The participation dividend of taxation: how citizens in Congo engage more with the state when it tries to tax them* (Working Paper). Harvard University.



# Centre de recherche d'interface université-société

## COMITÉ DE RÉDACTION ET ADMINISTRATION

- Directeur-Editeur : Sylvain Shomba Kinyamba, Professeur Ordinaire
- Rédacteur en Chef : Gaston Mwene Batende, Professeur Emérite
- Rédacteur en Chef adjoint : Patrick Develtere, Professeur Ordinaire
- Secrétaire de rédaction : Michel Kandolo Edungu, Chef de Travaux
- Relation avec les partenaires : Jean Pierre Mpiana, Professeur Ordinaire
- Archivage et logistique : Ingrid Mulamba Feza, Professeure Associée

## CONSEIL SCIENTIFIQUE

Professeurs Baeke Viviane, Batamba Balembu Antoine ; Bongeli Yeikeo Ya Ato Emile ; Develtere Patrick ; Ekala Pierre ; Gretry Lucille ; Huib Huyse ; Inswan Bidum Pierre ; Kaminar Théo-Macaire ; Kapalayi Mutanga Roger-Vincent ; Labana Lasay'abar Jean Berck Mans ; Malemba N'sakila Gilbert ; Matabisi Nico ; Mbalanda Willy ; Mbela Hiza Login ; Mbuyi Musongela François ; Mokonda Bonza Floratin ; Mukoka Nsenda François ; Mulamba Feza Ingrid ; Muluma Munanga Albert ; Musa Alokpo Dieudonné ; Musao Kalombo Célestin ; Mutunda Mwembo Pierre ; Mpiana Tshitenge Jean Pierre ; Mwabila Malela Clément ; Mwene Batende Gaston ; Ndeke Zamba Casimir ; Ngoma Binda Elie ; Ngoy Bisongo Colby ; Nkuanzaka Inzanza Adélard ; Ongevela Van Jan, Osokonda Okenge Basile, Ponsar Paul, Reyhler Luc ; Sekimonyo Wa Magango Côme ; Shomba Kinyamba Sylvain ; Wingenga Jeannot ; Yandju Marie-Claire ; Yere Afobe Innocent Zimango Gama Romain.

Immeuble CDS n°3, Trafic, Route de l'Ouest,  
Campus de l'Unikin, Tél. : 0999903563 /  
shombakin@yahoo.fr,  
www.mesrids.org  
Dépôt légal : MR 3.02103.57117  
N° ISSN : 2790-3095 (impr.)  
N° ISSN : 2790-3109 (ligne)

